

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/2336  
21 novembre 1952  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

REGLEMENT INTERIEUR  
du  
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

52-37363

TABLE DES MATIERES  
REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL  
ECONOMIQUE ET SOCIAL

I. SESSIONS

<u>Article</u>		<u>Page</u>
1.	Sessions ordinaires .....	5
2-3.	Dates des sessions ordinaires .....	5
4-5.	Sessions extraordinaires .....	6
6.	Lieu de réunion .....	6
7.	Notification des sessions .....	7
8.	Interruption d'une session .....	7

II. ORDRE DU JOUR

9.	Programme de travail de base .....	7
10.	Etablissement de l'ordre du jour provisoire .....	7
11.	Examen de l'ordre du jour provisoire .....	8
12.	Communication de l'ordre du jour provisoire .....	9
13.	Questions supplémentaires .....	9
14.	Adoption de l'ordre du jour .....	9
15.	Répartition des points de l'ordre du jour .....	10
16.	Ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire.	11
17.	Revision de l'ordre du jour .....	11

III. REPRESENTATION. VERIFICATION DES POUVOIRS

18-19	.....	12
-------	-------	----

IV. PRESIDENT ET VICE-PRESIDENTS

20.	Election du Président et des Vice-Présidents .....	12
21.	Durée du mandat .....	12
22.	Président par intérim .....	13
23.	Remplacement du Président et du premier Vice-Président.	13
24.	Pouvoirs du Président par intérim .....	13
25.	Droit de vote du Président .....	13

V. COMITES DU CONSEIL

26-27	.....	13-14
-------	-------	-------

VI. SECRETARIAT

28-32.	Fonctions du Secrétaire général .....	14-15
33.	Fonctions du Secrétariat .....	15
34.	Prévisions de dépenses .....	15

<u>Article</u>	VII. LANGUES	<u>Page</u>
35.	Langues officielles et langues de travail .....	16
36.	Interprétation de discours prononcés dans une des langues de travail .....	16
37.	Interprétation de discours prononcés dans une des langues officielles .....	16
38.	Interprétation de discours prononcés dans une autre langue .....	16
39.	Langue à utiliser pour les comptes rendus .....	17
40.	Langue à utiliser pour les résolutions et autres décisions officielles .....	17

#### VIII. SEANCES PUBLIQUES ET SEANCES PRIVEES

41-42 .....	17
-------------	----

#### IX. COMPTES RENDUS

43.	Comptes rendus analytiques des séances publiques .....	18
44.	Comptes rendus des séances privées .....	18
45.	Résolutions et autres décisions officielles .....	18
46.	Enregistrement sonore des séances .....	19

#### X. CONDUITE DES DEBATS

47.	Quorum .....	19
48.	Pouvoirs du Président .....	19
49.	Motions d'ordre .....	19
50.	Ajournement du débat .....	20
51.	Limitation du temps de parole .....	20
52.	Clôture de la liste des orateurs .....	20
53.	Clôture du débat .....	20
54.	Suspension ou ajournement de la séance .....	21
55.	Ordre des motions de procédure .....	21
56.	Soumission des projets de résolution et des amendements ou propositions de fond .....	21
57.	Décisions sur la compétence .....	21
58.	Retrait des motions .....	22

#### XI. VOTE

59.	Droit de vote .....	22
60.	Majorité requise et signification de l'expression "membres présents et votants" .....	22
61.	Scrutin .....	22
62.	Consignation au compte rendu d'un vote par appel nominal .....	22
63.	Règles à observer pendant le vote .....	22
64.	Division des propositions .....	23
65.	Vote sur les amendements .....	23
66.	Vote sur les propositions .....	23

Article		Page	
67-69.	Elections .....	24	
70.	Partage égal des voix .....	25	
XII. COMMISSIONS			
71-74.	.....	25	
XIII. PARTICIPATION DES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES QUI NE SONT PAS MEMBRES DU CONSEIL			
75-76.	.....	26	
XIV. PARTICIPATION DU PRESIDENT DU CONSEIL DE TUTELLE			
77.	.....	27	
XV. PARTICIPATION DES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET CONSULTATIONS AVEC ELLES			
78-81	.....	27-28	
XVI. CONSULTATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES			
82.	Comité chargé des organisations non gouvernementales...	28	
83.	Représentation des organisations non gouvernementales..	29	
84.	Consultation avec les organisations jouissant du statut consultatif.....	29	
85.	Consultation avec les organisations des catégories A et B à propos de points de l'ordre du jour provisoire du Conseil .....	29	
86.	Audition des organisations de la catégorie A par le Conseil ou ses comités .....	30	
XVII. AMENDEMENTS ET SUSPENSIONS			
87-89.	.....	30	
ANNEXE .....			31

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL 1/

I. SESSIONS

Sessions ordinaires

Article premier

Le Conseil économique et social se réunit normalement deux fois par an en session ordinaire.

Dates des sessions ordinaires

Article 2

Sous réserve des dispositions de l'article 3, chaque session ordinaire se tient à la date fixée par le Conseil lors d'une session précédente. La première session ordinaire de l'année s'ouvre à une date aussi proche du premier mardi d'avril que le permettent les nécessités d'ordre administratif. L'ouverture de la deuxième session ordinaire de l'année est fixée à une date aussi rapprochée de l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée générale que le permettent les nécessités d'ordre administratif; la session est close six semaines au moins avant l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée générale. Cette session est reprise, pour un petit nombre de séances, pendant la session ordinaire de l'Assemblée générale ou peu de temps après.

Article 3

Tout membre du Conseil ou le Secrétaire général peut demander le changement de la date d'une session ordinaire. Le Président, par l'intermédiaire du Secrétaire général, communique immédiatement la demande aux autres membres du Conseil, en y joignant telles observations que le Secrétaire général peut présenter. Si, dans les huit jours qui suivent la date de cette communication, la majorité des membres du Conseil a fait connaître explicitement son approbation, le Président convoque le Conseil en se conformant à la demande.

---

1/ Le présent règlement a été adopté par la résolution 217 (VIII) du Conseil en date du 18 mars 1949; il a été amendé par la résolution 289 (X) en date du 6 mars 1950 et par la résolution 456 (XIV) du 29 juillet 1952 faisant suite à la résolution 414 (XIII).

## Sessions extraordinaires

### Article 4

Des sessions extraordinaires se tiennent par décision du Conseil ou sur la demande :

- 1) De la majorité des membres du Conseil;
- 2) De l'Assemblée générale;
- 3) Du Conseil de sécurité.

Le Conseil se réunit également en session extraordinaire sur la demande du Conseil de tutelle, d'un Membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée<sup>1/</sup> lorsque le Président du Conseil et les deux Vice-Présidents acceptent la demande. Si, dans les quatre jours qui suivent la réception de la demande, le Bureau n'a pas fait connaître son accord au Secrétaire général, le Président avise immédiatement les autres membres du Conseil, par l'intermédiaire du Secrétaire général, de la demande qu'il a reçue; il les invite à faire connaître s'ils appuient ou non cette demande. Si, dans les huit jours qui suivent cette communication, la majorité des membres fait connaître explicitement son approbation, le Président convoque le Conseil en se conformant à la demande.

Les sessions extraordinaires sont, dans les six semaines qui suivent la date à laquelle le Président a reçu une demande de session extraordinaire, convoquées pour une date fixée par le Président.

### Article 5

Le Président du Conseil peut aussi, avec l'assentiment des Vice-Présidents, convoquer le Conseil en session extraordinaire, pour une date qu'il fixe lui-même.

## Lieu de réunion

### Article 6

Les sessions se tiennent au Siège de l'Organisation, à moins qu'un autre lieu ne soit désigné pour tout ou partie de la session en vertu d'une décision antérieure du Conseil ou sur la demande de la majorité de ses membres.

---

<sup>1/</sup> Aux fins du présent règlement, le terme "institutions spécialisées" s'entend des institutions spécialisées rattachées à l'Organisation.

## Notification des sessions

### Article 7

Le Président du Conseil, par l'intermédiaire du Secrétaire général, fait connaître la date de la première séance de chaque session aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, au Président du Conseil de sécurité, au Président du Conseil de tutelle, aux institutions spécialisées, aux organisations non gouvernementales<sup>1/</sup> des catégories A ou B, ou inscrites au registre. Cette notification est envoyée 1) dans le cas d'une session ordinaire, six semaines au moins à l'avance, 2) dans le cas d'une session extraordinaire, douze jours au moins à l'avance. Si c'est à la demande du Conseil de sécurité qu'une session ordinaire est convoquée, ce délai peut être ramené par le Président à une période qui ne sera pas inférieure à huit jours.

## Interruption d'une session

### Article 8

Le Conseil peut, au cours de n'importe quelle session, décider de s'ajourner temporairement et de reprendre ses séances à une date ultérieure.

## II. ORDRE DU JOUR

## Programme de travail de base

### Article 9

Au cours des séances tenues, comme il est prévu à l'article 2, pendant la session ordinaire de l'Assemblée générale ou peu de temps après, le Conseil formule, avec l'aide du Secrétaire général, le programme de travail de base pour l'année suivante.

## Etablissement de l'ordre du jour provisoire

### Article 10

1. Le Secrétaire général établit et soumet au Conseil à chacune de ses sessions ordinaires l'ordre du jour provisoire de la session ordinaire suivante. L'ordre du jour provisoire comprend toutes les questions proposées :

---

<sup>1/</sup> Aux fins du présent règlement, le terme "organisations non gouvernementales" s'entend des organisations non gouvernementales qui sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil, conformément aux dispositions de la troisième partie de la résolution 288 B (X).

- a) Par le Conseil;
- b) Par l'Assemblée générale;
- c) Par le Conseil de sécurité;
- d) Par le Conseil de tutelle;
- e) Par un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies;
- f) Par le Secrétaire général;
- g) Par une institution spécialisée.

2. Les organisations non gouvernementales de la catégorie A peuvent proposer au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales d'inviter le Secrétaire général à inscrire à l'ordre du jour provisoire du Conseil des questions qui les intéressent spécialement.

Lorsqu'il étudie une demande présentée par une organisation non gouvernementale de la catégorie A en vue de faire inscrire une question à l'ordre du jour provisoire du Conseil, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales examine :

- a) Si la documentation présentée par l'organisation est suffisante;
- b) Jusqu'à quel point la question peut donner lieu à des mesures constructives du Conseil dans un proche avenir;
- c) S'il ne serait pas préférable que la question fût traitée par un organisme autre que le Conseil.

Lorsque le Comité rejette une demande présentée par une organisation non gouvernementale en vue de faire inscrire une question à l'ordre du jour provisoire du Conseil, sa décision est sans appel.

#### Examen de l'ordre du jour provisoire

#### Article 11

L'examen de l'ordre du jour provisoire de la prochaine session ordinaire du Conseil constitue un des points de l'ordre du jour de chaque session ordinaire. A chaque session ordinaire, le Conseil examine cet ordre du jour provisoire en tenant compte du programme annuel de travail de base mentionné à l'article 9, étudie les moyens de grouper les questions connexes et détermine approximativement les dates auxquelles commencera l'examen de chaque groupe de questions.



Communication de l'ordre du jour provisoire

Article 12

Lorsque le Conseil a examiné l'ordre du jour provisoire de sa prochaine session ordinaire, le Secrétaire général communique l'ordre du jour provisoire, y compris tous amendements apportés par le Conseil, aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, au Président du Conseil de sécurité, au Président du Conseil de tutelle, aux institutions spécialisées, aux organisations non gouvernementales des catégories A et B, et à celles qui sont inscrites au registre.

Questions supplémentaires

Article 13

L'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour provisoire que le Conseil a examiné conformément à l'article 11 peut être proposée par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil de tutelle, un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général, une institution spécialisée, ou par une organisation non gouvernementale conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 10. La demande d'inscription d'une question supplémentaire doit être accompagnée d'une note explicative émanant du gouvernement ou de l'organisme qui la propose, sauf s'il s'agit de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité ou du Conseil de tutelle, exposant le caractère d'urgence de l'examen de cette question et les raisons pour lesquelles elle n'a pu être proposée avant que le Conseil ait examiné l'ordre du jour provisoire conformément aux dispositions de l'article 11. Le Secrétaire général inscrit les questions supplémentaires sur une liste supplémentaire, qu'il communique au Conseil, avec les notes explicatives et toutes observations qu'il juge bon de formuler, notamment les observations concernant la session du Conseil pendant laquelle ces questions peuvent être examinées.

Adoption de l'ordre du jour

Article 14

1. Au début de chaque session ordinaire, le Conseil, sous réserve des dispositions de l'article 17 et après l'élection du Bureau comme il est prévu à l'article 20, arrête l'ordre du jour de la session en se fondant sur l'ordre du

jour provisoire et en tenant compte de la liste supplémentaire mentionnée à l'article 13.

2. Un organe des Nations Unies, un Etat Membre de l'Organisation ou une institution spécialisée qui a demandé l'inscription d'une question à l'ordre du jour provisoire ou à la liste supplémentaire a le droit d'exposer au Conseil, ou à un comité constitué à cette fin par le Conseil, son point de vue sur l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la session.

3. Lorsque, conformément au paragraphe 2 de l'article 10 ou à l'article 13, une question est inscrite à l'ordre du jour provisoire ou à la liste supplémentaire sur la demande du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, l'organisation non gouvernementale qui a proposé cette question au Comité a le droit d'exposer au Conseil, ou à un comité constitué à cette fin par le Conseil, son point de vue sur l'inscription de la question à l'ordre du jour de la session.

4. En règle générale, le Conseil n'inscrit à l'ordre du jour d'une session que les questions pour lesquelles une documentation suffisante a été communiquée aux membres du Conseil six semaines avant l'ouverture de la session.

#### Répartition des points de l'ordre du jour

##### Article 15

Le Conseil répartit les questions inscrites à l'ordre du jour entre le Conseil siégeant en séance plénière et les Comités, et il peut, sans débat préalable du Conseil, renvoyer ces questions/:

a) A une institution spécialisée, sous réserve pour cette dernière de faire rapport à une session ultérieure du Conseil;

b) A une ou plusieurs de ses Commissions, pour examen et rapport à une session ultérieure du Conseil;

c) Au Secrétaire général, pour étude et rapport à une session ultérieure du Conseil; ou

d) A l'auteur de la proposition d'inscription de la question à l'ordre du jour, pour supplément d'information ou de documentation.

- Article 79 : Adopté à la quatrième session (E/33/Rev.3, article 11) et amendé par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 12).
- Articles 80 et 81 : Résolution 456 (XIV).
- Articles 82 à 86 : Fondés initialement sur la résolution 2/3 - Voir :  
Documents officiels du Conseil économique et social,  
première année, deuxième session, page 341; résolution  
217 (VIII) (E/33/Rev.5, articles 78 à 81) et résolution  
288 B (X) - articles actuels 82 à 86.
- Article 87 : Adopté le 16 février 1946 (E/33, article 64) et amendé  
par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 82).
- Articles 88 et 89 : Adoptés le 16 février 1946 (E/33, articles 65 et 66).

-----

- Articles 47 à 70 : Les articles initiaux relatifs, à la conduite des débats et au vote, adoptés le 16 février 1946 (E/33, articles 49 à 59 et 35 à 42), ont été profondément remaniés, le Conseil ayant utilisé dans la mesure du possible le texte des articles correspondants du règlement intérieur de l'Assemblée générale, par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, articles 46 à 69). La première partie de l'article 60 reproduit etextuellement le paragraphe 2 de l'Article 67 de la Charte.
- Article 71 : Adopté le 16 février 1946 (E/33, article 60) et amendé par la résolution 217 (VIII) (E/33, Rev.5, article 70).
- Article 72 : Résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 71).
- Article 73 : Résolution 99 (V) (E/33/Rev.4, article 65).
- Article 74 : Résolutions 99 (V) (E/33/Rev.4, article 66) et 217 (VIII) (E/33/Rev.5, articles 74 à 75).
- Articles 75 et 76 : Article 69 de la Charte et résolution 217 (VIII) du Conseil (E/33/Rev.5, articles 74 et 75).
- Article 77 : Dispositions relatives à la coopération entre le Conseil économique et social et le Conseil de tutelle en ce qui concerne le règlement des questions d'intérêt commun - Voir -: Documents officiels du Conseil économique et social, cinquième session, page 483. Résolutions 216 (VIII) et 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 76).
- Article 78 : Article 70 de la Charte, résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 77). Voir les accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; Organisation de l'aviation civile internationale; Organisation mondiale de la santé; Banque internationale pour la reconstruction et le développement; Fonds monétaire international; Organisation internationale pour les réfugiés; Union postale universelle; Union internationale des télécommunications; Organisation météorologique mondiale (ST/SG/1).

- Article 34 : L'article initial a été adopté par décision du 28 février 1948, à la quatrième session, conformément à l'article 25 du règlement intérieur de l'Assemblée générale (Documents officiels du Conseil économique et social, deuxième année, pages 6 à 8, et E/33/Rev.4, article 30). Il a été amendé par la résolution 175 (VII), en application des résolutions 125 (II) et 163 (II) de l'Assemblée générale et de l'article 38 du règlement intérieur (E/33/Rev.5, article 33). A la suite de l'adoption des résolutions 413 (V) et 456 (V) (paragraphe 1 de l'article 13 de l'annexe reprenant l'article 25 du règlement intérieur de l'Assemblée générale) de l'Assemblée générale, et de la résolution 402 (XIII) du Conseil, cet article a de nouveau été amendé par la résolution 456 ~~EX~~ (XIV) (article 34 actuel, E/2336).
- Articles 35 à 38 : Adoptés le 16 février 1946 (E/33, articles 27 à 30).
- Article 39 : Résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, articles 38).
- Article 40 : Adopté le 16 février 1946 (E/33, article 34).
- Articles 41 et 42 : Adoptés le 16 février 1946 (E/33, articles 43 et 44).
- Article 43 : L'article initial a été adopté le 16 février 1946 (E/33, article 45) et amendé par les résolutions 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 42) et 456 (XIV).
- Article 44 : L'article initial a été adopté le 16 février 1946 (E/33, article 48) et amendé par les résolutions 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 44), et 456 (XIV).
- Article 45 : L'article initial a été adopté le 16 février 1946 (E/33, article 47) et amendé par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 44).
- Article 46 : L'article initial, adopté le 16 février 1946 (E/33, article 46), a été abrogé par les résolutions 138 (VI) et 176 (VII), et remplacé par l'article 46 actuel, résolu à la résolution 456 (XIV).

- Articles 9 à 17 : Les articles initiaux relatifs à l'ordre du jour ont été adoptés le 16 février 1946, à la première session (E/33, articles 9 à 13), et amendés par les résolutions 55 (IV), 57 (IV) et 99 (V), par la décision du 28 août 1948, à la septième session E/1065, page 77), par la résolution 217 (VIII), par la décision du 6 mars 1950, à la dixième session (E/1661, page 33) et par les résolutions 414 (XIII) A.1.8 c), d), f), g), et 456 (XIV).
- Articles 18 et 19 : Adoptés le 16 février 1946 à la première session (E/33, articles 14 et 15) et amendés par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, articles 17 et 18).
- Articles 20 et 21 : Adoptés le 16 février 1946, à la première session (E/33, articles 16 et 17) et amendés par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, articles 20 et 21).
- Articles 22 : Adopté le 16 février 1946, à la première session (E/33, article 18).
- Article 23 : Adopté le 16 février 1946, à la première session (E/33, article 19), et amendé par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 22).
- Article 24 : Adopté le 16 février 1946, à la première session (E/33, article 20).
- Article 25 : Adopté le 4 juin 1946, à la deuxième session (E/33/Rev.1, article 21).
- Article 26 : Adopté le 16 février 1946, à la première session (E/33, article 21), et amendé par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 25).
- Article 27 : Résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 26).
- Article 28 à 32 : Adoptés le 16 février 1946, à la première session (E/33, articles 22 à 26), et amendés par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, articles 27 à 31).
- Article 33 : Résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 33).

d) Décision du 28 août 1948 - Voir : Documents officiels du Conseil économique et social, septième session, Supplément n° 1, page 77;

e) Résolution 217 (VIII) du 17 mars 1949 - Voir : Documents officiels du Conseil économique et social, huitième session, Supplément n° 1, pages 26 à 40; le texte des articles du règlement intérieur figure dans le document E/33/Rev.5;

f) Décision du 6 mars 1950, prise à la suite de l'adoption de la résolution 288 (X) du 27 février 1950. - Voir : Documents officiels du Conseil économique et social, dixième session, Supplément n° 1, pages 33 à 37; le texte des articles du règlement intérieur figure dans le document E/1662;

g) Résolution 456 (XIV) des 22 et 29 juillet 1952 - Voir : Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément n° 1, pages 61 à 66; le texte des articles du règlement intérieur figure dans le document E/2336.

4. On trouvera ci-après une liste contenant certaines résolutions du Conseil qui concernent les articles du règlement intérieur en vigueur :

- Article premier : Résolutions 414 (XIII), paragraphe A.1.8 a), et 456 (XIV). L'article initial adopté le 16 février 1946, à la première session (E/33), a été amendé par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5), puis par la résolution 456 (XIV) (article 1er actuel, E/2336).
- Article 2 : Résolutions 414 (XIII), paragraphe A.1.8 b), c), d) et e), et 456 (XIV).
- Article 3 : Résolution 217 (VIII).
- Article 4 : Résolutions 217 (VIII) et 456 (XIV).
- Article 5 : Adopté le 16 février 1946, à la première session (E/33, article 5) et amendé par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, article 5).
- Article 6 : Adopté le 16 février 1946, à la première session (E/33, article 6), et amendé par la résolution 456 (XIV).
- Articles 7 et 8 : Adoptés le 16 février 1946, à la première session (E/33, articles 7 et 8), et amendés par la résolution 217 (VIII) (E/33/Rev.5, articles 7 et 8) et par la décision du 6 mars 1950, à la dixième session (E/1661, page 33).

ANNEXE

1. Au cours de sa deuxième session, tenue à Londres en 1945, la Commission préparatoire des Nations Unies a préparé un projet de règlement intérieur du Conseil économique et social (PC/20, chapitre III, section 3). A la première session de l'Assemblée générale, la Sous-Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions a adopté ce règlement intérieur provisoire (A/C.2/7 et A/C.3/3) à sa première séance, le 22 janvier 1946. A sa 19ème séance plénière, le 29 janvier 1946, l'Assemblée générale a adopté les conclusions des rapports de la Deuxième et de la Troisième Commissions (A/16 et A/17). A la 12ème séance de sa première session, le 16 février 1946, le Conseil économique et social a adopté le règlement intérieur provisoire qui figure au chapitre III, section 3 (E/33).
2. Le Conseil a révisé son règlement intérieur à ses deuxième, quatrième, cinquième, septième, huitième, dixième et quatorzième sessions. A la huitième session du Conseil, les révisions ont porté sur l'ensemble du règlement intérieur (résolution 217 (VIII)). A la quatorzième session, les articles du règlement intérieur relatifs aux sessions et à l'ordre du jour du Conseil ont été refondus conformément aux dispositions de la résolution 414 (XIII) du Conseil touchant l'organisation et le fonctionnement du Conseil. A la même session, se fondant sur les recommandations formulées dans sa résolution 402 (XIII) (paragraphe 39 de l'annexe), le Conseil a adopté de nouveaux articles relatifs aux consultations avec les institutions spécialisées.
3. Les références pertinentes sont indiquées ci-dessous :
  - a) Résolution du 4 juin 1946 - Voir : Documents officiels du Conseil économique et social, première année, deuxième session, pages 360 à 365;
  - b) Décision du 28 février 1947 - Voir : Documents officiels du Conseil économique et social, deuxième année, quatrième session, pages 6 à 8; le texte des articles du règlement intérieur figure dans le document E/33/Rev.3;
  - c) Résolution 99 (V) du 12 août 1947 - Voir : Documents officiels du Conseil économique et social, cinquième session, Supplément n° 1; le texte des articles du règlement intérieur figure dans le document E/33/rev.4;



Audition des organisations de la catégorie A par le Conseil ou ses comités

Article 86

Le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales fait des recommandations au Conseil en ce qui concerne celles des organisations de la catégorie A que le Conseil ou un de ses comités entendra, et ceux des points sur lesquels ces organisations se feront entendre. Ces organisations ont le droit de faire un exposé devant le Conseil ou devant le comité approprié, sous réserve de l'approbation du Conseil ou du comité intéressé.

Chaque fois que le Conseil examine au fond une question proposée par une organisation non gouvernementale de la catégorie A et inscrite à son ordre du jour, cette organisation a le droit de faire devant le Conseil ou devant un comité du Conseil, selon le cas, un exposé oral pour présenter la question. Au cours de la discussion de la question devant le Conseil ou le Comité, le Président du Conseil ou du Comité peut, avec l'assentiment de l'organe intéressé, inviter l'organisation à faire un autre exposé à titre d'éclaircissement.

XVII. - AMENDEMENTS ET SUSPENSIONS

Article 87

Le Conseil peut modifier toute disposition du présent règlement ou en suspendre l'application.

Article 88

Aucun amendement ne peut être apporté au présent règlement avant que le Conseil n'ait reçu d'un de ses comités un rapport sur la modification proposée.

Article 89

Le Conseil peut suspendre l'application d'un article du présent règlement, à condition que la proposition de suspension ait été présentée vingt-quatre heures à l'avance. Cette condition peut être écartée si aucun membre ne s'y oppose.

Représentation des organisations non gouvernementales

Article 83

Les organisations non gouvernementales des catégories A ou B, ou inscrites au registre peuvent désigner des observateurs autorisés qui assistent aux séances publiques du Conseil et de ses comités.

Consultation avec les organisations jouissant du statut consultatif

Article 84

Le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales consulte, à l'occasion des sessions du Conseil ou à tout autre moment qu'il peut décider, les organisations des catégories A et B sur les questions qui sont de leur compétence et sur lesquelles le Conseil, le Comité ou une organisation demande une consultation, que ces questions aient trait ou non à des points de l'ordre du jour du Conseil. Les représentants des organisations consultées et ceux d'autres organisations dotées du statut consultatif qui ont une connaissance particulière de la question à examiner et font connaître au Comité leur désir d'exprimer leurs vues, peuvent participer à toutes consultations de cette nature. Le Comité fait rapport au Conseil sur ces consultations lorsqu'il juge devoir le faire.

Consultation avec les organisations des catégories A et B à propos de points de l'ordre du jour provisoire du Conseil

Article 85

Le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales consulte, à l'occasion de chaque session du Conseil, les organisations des catégories A et B sur les questions qui sont de leur compétence et qui ont trait à des points de l'ordre du jour provisoire du Conseil sur lesquels le Conseil, le Comité ou l'organisation demande une consultation. Les organisations qui désirent être consultées adressent par écrit une demande au Secrétaire général le plus tôt possible après la publication de l'ordre du jour provisoire de la session et, en tout cas, quarante-huit heures au plus tard après l'adoption de l'ordre du jour. Le Comité fait rapport au Conseil sur ces consultations lorsqu'il juge devoir le faire. Dans toute la mesure du possible, ces consultations ont lieu assez tôt pour que les membres du Conseil aient le temps d'examiner les vues exposées par les organisations.

2. Lorsqu'une proposition, présentée au cours d'une réunion et tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies entreprenne de nouvelles activités, se rapporte à des questions qui intéressent directement une ou plusieurs institutions spécialisées, le Secrétaire général, après avoir consulté dans toute la mesure du possible les représentants de l'institution ou des institutions intéressées qui participent à la réunion, doit attirer l'attention des participants à la réunion sur les conséquences de cette proposition.

3. Avant de prendre une décision sur les propositions dont il est question ci-dessus, le Conseil s'assure que les institutions intéressées ont été dûment consultées.

#### Article 81

Lorsque des points sont inscrits à l'ordre du jour provisoire ou sur la liste supplémentaire de questions pour une session en vue de l'adoption d'une Convention internationale, le Secrétaire général, en même temps qu'il invite les gouvernements à lui faire parvenir leurs observations sur le projet de convention, doit consulter les institutions spécialisées au sujet de toute clause du projet de convention qui pourrait avoir des répercussions sur les activités de ces institutions; les observations de ces institutions doivent être présentées au Conseil en même temps que les observations reçues des gouvernements.

### XVI. - CONSULTATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

#### Comité chargé des organisations non gouvernementales

#### Article 82

Le Conseil crée un Comité chargé des organisations non gouvernementales, qui se compose du Président et de sept membres du Conseil, élus chaque année à la première session ordinaire du Conseil. Le Président du Conseil est Président du Comité, il n'a pas le droit de vote. En l'absence du Président, le Comité élit un Président par intérim. Tout membre du Comité reste en fonction jusqu'aux élections suivantes, à moins qu'il ne cesse d'être membre du Conseil.

Le Comité exerce les fonctions que lui confère le Conseil au sujet des dispositions prises en vertu de l'Article 71 de la Charte, relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales.

#### XIV. - PARTICIPATION DU PRESIDENT DU CONSEIL DE TUTELLE

##### Article 77

Le Président du Conseil de tutelle, ou son représentant, peut participer, sans droit de vote, aux délibérations du Conseil économique et social sur toute question qui intéresse particulièrement le Conseil de tutelle, y compris les questions dont le Conseil de tutelle a demandé l'inscription à l'ordre du jour provisoire du Conseil économique et social.

#### XV. - PARTICIPATION DES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET CONSULTATIONS AVEC ELLES

##### Article 78

Conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, les institutions spécialisées ont le droit :

- 1) D'être représentées aux séances du Conseil et de ses comités;
- 2) De participer, par l'intermédiaire de leurs représentants, aux délibérations concernant des questions qui les intéressent et de présenter, au sujet de ces questions, des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du Conseil ou du comité intéressé.

##### Article 79

Avant d'inscrire à l'ordre du jour provisoire une question présentée par une institution spécialisée, le Secrétaire général procède avec cette institution à tous les échanges de vues préliminaires qui peuvent être nécessaires.

##### Article 80

1. Lorsqu'un point dont on a proposé l'inscription à l'ordre du jour provisoire ou sur la liste supplémentaire de questions d'une session contient une proposition tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies entreprenne de nouvelles activités qui se rapportent à des questions intéressant directement une ou plusieurs institutions spécialisées, le Secrétaire général doit entrer en consultation avec l'institution ou les institutions intéressées, et rendre compte au Conseil des moyens qui permettent d'assurer un emploi coordonné des ressources des diverses organisations.

XIII. PARTICIPATION DES ETATS MEMBRES DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES QUI NE SONT PAS  
MEMBRES DU CONSEIL

Article 75

Le Conseil invite tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre du Conseil à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis du Conseil, intéresse particulièrement cet Etat Membre. Un Etat Membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du Conseil.

Article 76

Un comité peut inviter tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de ce comité à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis du comité, intéresse particulièrement cet Etat Membre. Un Etat Membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du comité.

tours de scrutin effectués selon cette dernière procédure ne donnent pas de résultat, les trois scrutins suivants (sous réserve des cas mentionnés à la fin du paragraphe précédent, où les candidats se trouvent à égalité) ne portent plus que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au troisième tour des scrutins libres. Le nombre de ces candidats ne doit pas être supérieur au double de celui des postes qui restent à pourvoir.

Les trois scrutins suivants sont libres, et ainsi de suite, jusqu'à ce que tous les postes soient pourvus.

#### Partage égal des voix

##### Article 70

En cas de partage égal des voix lors d'un vote qui ne porte pas sur des élections, la proposition est considérée comme repoussée.

#### XII. COMMISSIONS

##### Article 71

Le Conseil constitue les commissions nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions; il fixe leurs attributions et leur composition.

##### Article 72

L'élection des membres des commissions a lieu au scrutin secret, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

##### Article 73

Chaque commission élit son propre bureau.

##### Article 74

Le règlement intérieur des commissions et de leurs organes subsidiaires est établi par le Conseil, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

Elections

Article 67

Toute élection de personnes a lieu au scrutin secret.

Article 68

Lorsqu'il s'agit d'élire une seule personne ou un seul membre, et qu'aucun candidat ne recueille au premier tour la majorité requise, on procède à un second tour de scrutin, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, le Président décide entre eux en tirant au sort.

Au cas où, après le premier tour de scrutin, deux ou plusieurs candidats viennent en deuxième position avec un nombre égal de voix, on procède à un scrutin spécial afin de ramener à deux le nombre de candidats. Si, après le premier tour de scrutin, trois candidats ou plus viennent en tête avec un nombre égal de voix, on procède à un deuxième tour de scrutin; s'il y a encore partage égal des voix entre plus de deux candidats, on ramène à deux le nombre des candidats par tirage au sort.

Article 69

Lorsque deux ou plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats qui obtiennent au premier tour la majorité requise sont élus.

Si le nombre des candidats qui ont obtenu la majorité est inférieur au nombre des postes à pourvoir, on procède à d'autres tours de scrutin afin de pourvoir aux postes encore vacants. Le vote ne porte que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédent et dont le nombre ne doit pas dépasser le double de celui des postes restant à pourvoir. Néanmoins, dans le cas où un plus grand nombre de candidats se trouvent à égalité, on procède à un scrutin spécial pour ramener le nombre des candidats au nombre requis.

Si trois scrutins portant sur un nombre limité de personnes ne donnent pas de résultat, on procède alors à des scrutins libres au cours desquels les membres ont le droit de voter pour toute personne ou membre éligible. Si trois

le scrutin. Le Président peut, s'il le juge nécessaire, permettre aux membres d'intervenir brièvement, soit avant que le scrutin ne commence, soit quand il est terminé, mais uniquement pour expliquer leur vote.

#### Division des propositions

##### Article 64

La division est de droit si elle est demandée. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix en bloc; si toutes les parties du dispositif d'une proposition ont été repoussées, la proposition est considérée comme repoussée dans son ensemble.

#### Vote sur les amendements

##### Article 65

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, le Conseil vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quand au fond, de la proposition primitive. Il vote ensuite sur l'amendement qui, après ce premier amendement, s'éloigne le plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, il vote ensuite sur la proposition modifiée. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est mise aux voix sous sa forme primitive.

Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle représente une addition, une suppression ou une modification intéressant cette proposition.

#### Vote sur les propositions

##### Article 66

Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, le Conseil, à moins qu'il n'en décide autrement, vote sur ces propositions dans l'ordre où elles ont été présentées. Après chaque vote, le Conseil peut décider s'il votera sur la proposition suivante.

Toutefois, les motions qui tendent à ce que le Conseil ne se prononce pas sur le fond des propositions sont considérées comme des questions préalables et mises aux voix avant lesdites propositions.



Retrait des motions

Article 58

L'auteur d'une motion peut toujours la retirer avant qu'elle n'ait été mise aux voix, à condition qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un amendement. Une motion qui est ainsi retirée peut être présentée de nouveau par un membre quelconque.

XI. VOTE

Droit de vote

Article 59

Chaque membre du Conseil dispose d'une voix.

Majorité requise et signification de l'expression "membres présents et votants"

Article 60

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents et votants.

Aux fins du présent règlement, l'expression "membres présents et votants" s'entend des membres qui votent pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent dans le vote sont considérés comme non votants.

Scrutin

Article 61

Sous réserve des dispositions de l'article 67, le Conseil vote normalement à main levée, à moins qu'un représentant ne demande le vote par appel nominal, lequel a lieu alors dans l'ordre alphabétique anglais des noms des membres en commençant par le membre dont le Président a tiré le nom au sort.

Consignation au compte rendu d'un vote par appel nominal

Article 62

En cas de vote par appel nominal, le vote de chaque membre participant au scrutin est consigné au compte rendu.

Règles à observer pendant le vote

Article 63

Quand le scrutin est commencé, aucun représentant ne peut l'interrompre sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière dont s'effectue

du débat n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

#### Suspension ou ajournement de la séance

##### Article 54

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander la suspension ou la levée de la séance. Les motions en ce sens ne doivent pas faire l'objet d'un débat, mais sont immédiatement mises aux voix.

#### Ordre des motions de procédure

##### Article 55

Sous réserve des dispositions de l'article 49, les motions suivantes ont, dans l'ordre indiqué ci-dessous, priorité sur toutes les autres propositions ou motions présentées :

- 1) Suspension de la séance;
- 2) Levée de la séance;
- 3) Ajournement du débat sur le point en discussion;
- 4) Clôture du débat sur le point en discussion.

#### Soumission des projets de résolution et des amendements ou propositions de fond

##### Article 56

Les projets de résolution et les amendements de fond ou propositions de fond sont remis par écrit au Secrétaire général qui les distribue aux représentants vingt-quatre heures avant qu'ils puissent être discutés et mis aux voix, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

#### Décisions sur la compétence

##### Article 57

Sous réserve des dispositions de l'article 55, toute motion tendant à ce que le Conseil décide s'il est compétent pour adopter une proposition dont il est saisi est mise aux voix immédiatement avant le vote sur la proposition en cause.

du Président, si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votants, est maintenue.

Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

#### Ajournement du débat

##### Article 50

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole, l'un en faveur de la motion et l'autre contre; après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

#### Limitation du temps de parole

##### Article 51

Le Conseil peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre de fois que chaque membre peut prendre la parole sur une même question; toutefois, pour les questions de procédure, le Président limite le temps de parole de chaque orateur à cinq minutes. Lorsque les débats sont limités et qu'un membre dépasse le temps qui lui a été accordé, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.

#### Clôture de la liste des orateurs

##### Article 52

Au cours du débat, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec l'assentiment du Conseil, déclarer cette liste close. Le Président peut cependant accorder le droit de réponse à un membre quelconque lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs rend, à son avis, cette décision opportune. Lorsque la discussion portant sur un point est terminée du fait qu'il n'y a pas d'autres orateurs inscrits, le Président prononce la clôture des débats. En pareil cas, la clôture des débats a le même effet que si elle était approuvée par le Conseil.

#### Clôture du débat

##### Article 53

A tout moment, un représentant peut demander la clôture du débat sur la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la clôture

recommandations et autres décisions officielles est distribué, le plus tôt possible après la clôture de la session, à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées.

Enregistrement sonore des séances

Article 46

Le Secrétariat conserve les enregistrements sonores des séances du Conseil et des séances du Conseil siégeant en comité.

X. CONDUITE DES DEBATS

Quorum

Article 47

Le quorum est constitué par la majorité des membres du Conseil.

Pouvoirs du Président

Article 48

Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance du Conseil, dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le Président, sous réserve des dispositions du présent règlement, règle les débats du Conseil et assure le maintien de l'ordre au cours des séances. Il statue sur les motions d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance.

Les débats portent uniquement sur la question dont est saisi le Conseil, et le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

Motions d'ordre

Article 49

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut, à tout moment, présenter une motion d'ordre sur laquelle le Président prend immédiatement une décision conformément au règlement. Un représentant peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision

## IX. COMPTES RENDUS

### Comptes rendus analytiques des séances publiques

#### Article 43

Le Secrétariat rédige le compte rendu analytique des séances publiques du Conseil, de ses comités et de ses organes subsidiaires. Il le distribue aussitôt que possible sous forme provisoire à tous les membres du Conseil et à tous autres participants à la séance, qui peuvent dans les trois jours ouvrables suivant la réception du compte rendu par les délégations et tous autres participants à la séance, soumettre des corrections au Secrétariat. En cas de contestation au sujet de ces corrections, c'est le Président du Conseil, le Président du comité ou de l'organe subsidiaire auquel se rapporte le compte rendu, qui tranche le désaccord après avoir consulté, sur la demande du représentant intéressé, l'enregistrement sonore des débats. A la fin de la session et dans d'autres circonstances spéciales, le Président peut, en consultation avec le Secrétaire général, prolonger, en donnant préavis à cet effet, le délai de présentation des corrections.

### Comptes rendus des séances privées

#### Article 44

Les comptes rendus des séances privées du Conseil, de ses comités et de ses organes subsidiaires sont distribués sans délai aux membres du Conseil et à tous autres Membres de l'Organisation des Nations Unies participant à la séance. Ils sont communiqués aux autres Membres de l'Organisation des Nations Unies sur décision du Conseil. Ils peuvent être rendus publics au moment et dans les conditions que décide le Conseil.

### Résolutions et autres décisions officielles

#### Article 45

Le Secrétariat distribue aussitôt que possible à tous les membres du Conseil et à tous autres participants à la session le texte des résolutions, recommandations et autres décisions officiellement adoptées par le Conseil, ses comités et ses organes subsidiaires. Le texte imprimé de ces résolutions,

langues de travail. L'interprète du Secrétariat peut prendre pour base de son interprétation dans l'autre langue de travail celle qui a été faite dans la première langue de travail utilisée.

Langues à utiliser pour les comptes rendus

Article 39

Les comptes rendus sont rédigés dans les langues de travail. La traduction de tout ou partie d'un compte rendu dans l'une des autres langues officielles est fournie si une délégation en fait la demande.

Langues à utiliser pour les résolutions et autres décisions officielles

Article 40

Toutes les résolutions, recommandations et autres décisions officielles du Conseil sont établies dans les langues officielles.

VIII. SEANCES PUBLIQUES ET SEANCES PRIVEES

Article 41

Les séances du Conseil sont publiques, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

Article 42

A l'issue de chaque séance privée, le Conseil peut faire publier un communiqué par l'intermédiaire du Secrétaire général.

indique s'il le juge à propos, le rang de priorité ou le degré d'urgence qu'il confère au projet en question et quels sont les projets dont l'exécution peut être différée, ou que l'on peut modifier ou abandonner pour assurer la plus grande efficacité dans les activités d'ordre économique et social de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

4. Lorsque le Conseil désire recommander, en cas d'urgence exceptionnelle, que l'exécution de travaux pour lesquels aucun crédit budgétaire n'est ouvert, commence avant la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale, il l'indique expressément au Secrétaire général dans la résolution approuvant la proposition.

## VII. LANGUES

### Langues officielles et langues de travail

#### Article 35

L'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe sont les langues officielles du Conseil. L'anglais et le français sont les langues de travail du Conseil.

### Interprétation de discours prononcés dans une des langues de travail

#### Article 36

Les discours prononcés dans l'une des langues de travail sont interprétés dans l'autre.

### Interprétation de discours prononcés dans une des langues officielles

#### Article 37

Les discours prononcés dans l'une des trois autres langues officielles sont interprétés dans les deux langues de travail.

### Interprétation de discours prononcés dans une autre langue

#### Article 38

Tout représentant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues officielles. Dans ce cas, il assure l'interprétation dans l'une des

#### Article 32

Le Secrétaire général est chargé de prendre toutes les dispositions voulues pour les réunions du Conseil, de ses comités et des organes subsidiaires.

#### Fonctions du Secrétariat

#### Article 33

Le Secrétariat assure l'interprétation des discours prononcés au cours des séances; reçoit, traduit et distribue les documents du Conseil, de ses comités et des organes subsidiaires; imprime, publie et distribue les comptes rendus des sessions, les résolutions du Conseil et les documents nécessaires y afférents. Il assure la garde des documents dans les archives du Conseil et, d'une manière générale, accomplit tous les autres travaux dont le Conseil peut avoir besoin.

#### Prévisions de dépenses

#### Article 34

1. Le Secrétaire général communique pour information au Conseil, au début de la session précédant immédiatement la session ordinaire de l'Assemblée générale, une analyse, par domaine d'activité et par chapitre du budget, du coût estimatif, pour l'exercice suivant, des activités d'ordre économique et social de l'Organisation des Nations Unies; cette analyse constitue une annexe aux prévisions budgétaires.

2. Avant que le Conseil ou l'un de ses comités n'approuve une proposition entraînant des dépenses pour l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général établit et communique aux membres, aussitôt que possible, une estimation distincte des dépenses entraînées par cette proposition. Si la proposition concerne un nouveau projet, le Secrétaire général communique également aux membres une estimation des délais nécessaires à l'achèvement du projet. Le Président du Conseil ou le président du comité intéressé attire sur ces estimations l'attention des membres pour qu'ils les examinent lorsque le Conseil ou le comité étudie la proposition.

3. Le Conseil prend en considération les estimations mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus avant d'adopter toute proposition entraînant des dépenses pour l'Organisation des Nations Unies. Si la proposition est adoptée, le Conseil



Chaque comité élit son bureau, sauf décision contraire du Conseil.

Les dispositions des articles 41 et 42 et 47 à 70 inclus s'appliquent aux travaux des comités et des organes subsidiaires créés par eux.

#### Article 27

Les membres des comités du Conseil sont désignés par le Président sous réserve de l'approbation du Conseil à moins que le Conseil n'en décide autrement.

Les membres des sous-comités de ces comités sont désignés par le président du comité sous réserve de l'approbation du comité, à moins que celui-ci n'en décide autrement.

### VI. SECRETARIAT

#### Fonctions du Secrétaire général

#### Article 28

Le Secrétaire général agit en cette qualité à toutes les séances du Conseil et de ses comités. Il peut désigner un Secrétaire général adjoint ou un autre fonctionnaire du Secrétariat pour le remplacer.

#### Article 29

Le Secrétaire général fournit et dirige le personnel nécessaire au Conseil, à ses comités et à tous organes subsidiaires qu'ils pourraient constituer.

#### Article 30

Le Secrétaire général est chargé de porter à la connaissance des membres du Conseil toutes les questions dont le Conseil peut être saisi aux fins d'examen.

#### Article 31

Le Secrétaire général ou son représentant peut, sous réserve des dispositions de l'article 48, présenter au Conseil, à ses comités ou organes subsidiaires des exposés oraux aussi bien que des exposés écrits sur toute question qui est à l'examen.

Président par intérim

Article 22

Si le Président est absent pendant une séance ou une partie de séance, il est remplacé par le premier Vice-Président ou, en cas d'absence de celui-ci, par le second Vice-Président.

Remplacement du Président et du premier Vice-Président

Article 23

Si le Président cesse d'être le représentant d'un membre du Conseil, ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de ses fonctions, ou si l'Etat membre de l'Organisation des Nations Unies dont il est le représentant cesse d'être membre du Conseil, le premier Vice-Président le remplace. Si le premier Vice-Président se trouve dans le même cas, le second Vice-Président le remplace.

Pouvoirs du Président par intérim

Article 24

Un Vice-Président agissant en qualité de Président a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président.

Droit de vote du Président

Article 25

Le Président, s'il le désire, peut se faire remplacer, pour représenter son pays, par un suppléant qui participe alors aux débats et aux votes du Conseil. Dans ce cas, le Président n'exerce pas son droit de vote.

V. COMITES DU CONSEIL

Article 26

Outre les comités spécifiquement prévus dans le présent règlement, le Conseil peut, à chaque session, constituer les comités qu'il juge nécessaires et leur renvoyer, pour étude et rapport, n'importe quel point de l'ordre du jour. Ces comités peuvent être autorisés à siéger alors que le Conseil n'est pas en session.

### III. REPRESENTATION. VERIFICATION DES POUVOIRS

#### Article 18

Chaque membre du Conseil est représenté par un représentant accrédité auquel peuvent être adjoints les suppléants ou conseillers nécessaires.

#### Article 19

Les pouvoirs des représentants et le nom des suppléants et conseillers sont communiqués au Secrétaire général vingt-quatre heures, au plus tard, avant la première séance à laquelle ces représentants doivent assister. Le Président et les Vice-Présidents les examinent et font rapport au Conseil. Toutefois, les dispositions du présent article n'empêchent pas un membre du Conseil de changer ultérieurement de représentants, de suppléants ou de conseillers, sous réserve que les pouvoirs soient, le cas échéant, présentés et examinés dans les formes requises.

### IV. PRESIDENT ET VICE-PRESIDENTS

#### Election du Président et des Vice-Présidents

#### Article 20

Le Conseil élit chaque année, au début de sa première séance, un Président, un premier Vice-Président et un second Vice-Président parmi les représentants de ses membres.

#### Durée du mandat

#### Article 21

Le Président et les Vice-Présidents restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles. Aucun d'eux ne peut toutefois exercer ses fonctions au delà de la date à laquelle expire le mandat de l'Etat membre qu'il représente.

Ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire

Article 16

L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire comporte seulement les questions présentées pour examen dans la demande de convocation de la session extraordinaire, sous réserve, le cas échéant, des dispositions de l'article 20. Il est communiqué, en même temps que l'avis de convocation du Conseil, aux autorités mentionnées à l'article 12.

Révision de l'ordre du jour

Article 17

Au cours d'une session, le Conseil peut reviser l'ordre du jour en y ajoutant, supprimant, ajournant ou modifiant des points. En cours de session, on ne peut ajouter à l'ordre du jour que des points urgents et importants. Le Conseil peut renvoyer à un comité toute demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour de la session.